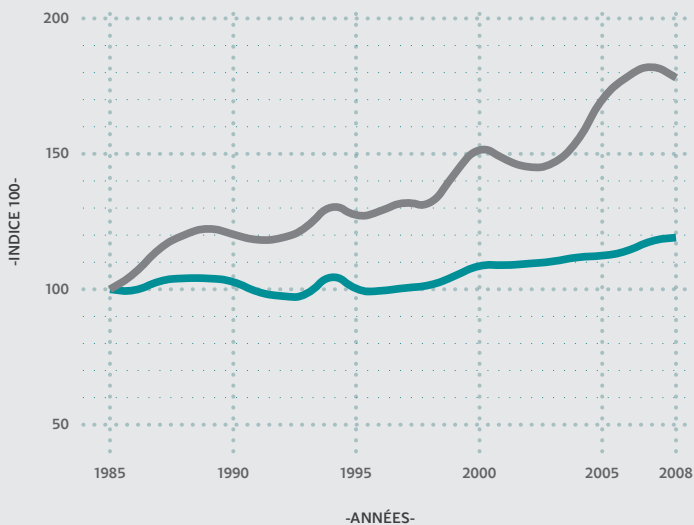


PROGRESSION DES REVENUS MOYENS* DU 1 % LE PLUS RICHE ET DES 99 % RESTANTS, QUÉBEC, 1985-2008 (INDICE 100 = 1985)

■ 1 % ■ 99 %



*avant impôts et transferts

Sources : Ministère des Finances du Québec, *Statistiques fiscales des particuliers – Analyse des déclarations des revenus (TP4)*, 1985-2008 ; Statistique Canada, tableau CANSIM 051-0001, série v468252. Calculs de Nicolas Zorn.

L'économie en quelques statistiques

Nicolas Zorn

Chercheur et chargé de projet, Institut du Nouveau Monde

Économiquement, 2012 aura marqué la fin des illusions : il semble désormais clair que l'incertitude au sujet de l'économie mondiale est là pour de bon et que le retour d'une croissance solide ne se produira pas de sitôt. C'est dans ce contexte que navigue l'économie québécoise.

L'économie américaine s'améliore, mais les symptômes de la crise de 2008 demeurent : niveau d'endettement élevé du gouvernement et des ménages, inégalités économiques criantes, stagnation des revenus des 99 % les moins riches depuis maintenant 30 ans, sans compter que les risques d'une autre crise financière existent toujours, en raison des faibles progrès réalisés sur le front de la régulation du secteur financier. Quant aux pays européens, ils jonglent entre la persistance d'une récession qui ne veut plus en finir et le début d'une croissance anémique, résultat des politiques d'austérité des gouvernements. De plus, les pays émergents connaissent un essoufflement, victimes du ralentisse-

ment économique mondial et des limites de leur modèle de développement.

La mesure du produit intérieur brut (PIB)

Statistique Canada a récemment apporté plusieurs modifications significatives à sa façon de calculer le PIB, le plus grand changement depuis 1997. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement, mais seulement jusqu'en 2007. Ainsi, toute comparaison avec la période précédant 2007 est pour l'instant impossible¹.

Notons également que la mesure du PIB elle-même a des limites bien connues. Elle ne fait pas la différence entre la richesse créée grâce aux gains

de productivité et celle qui est le résultat de l'extraction de ressources non renouvelables, comme les ressources minières. Elle ne prend pas en compte les coûts environnementaux ou sociaux engendrés par la production de la richesse. Celle-ci n'est par ailleurs pas répartie également, ce qui peut masquer des inégalités néfastes pour l'économie et la société. Finalement, la mesure du PIB est muette sur la production de biens et services qui ne sont pas comptabilisés, comme le travail non rémunéré, celui qu'on fait pour soi-même, ce qu'on produit pour soi-même (aliments, meubles), le bénévolat, le travail au noir et les activités illicites. Le PIB permet néanmoins d'en dire beaucoup sur l'état de l'économie.

L'état de l'économie québécoise

En comparaison de celle qu'ont connue les autres pays développés, la récession

de 2009 a été modérée au Québec, avec une progression négative de 0,4 % du PIB (en dollars constants pour éliminer les effets de l'inflation). La reprise y a également été plus forte qu'ailleurs en 2010 et 2011, le PIB augmentant de 2,7 % et 1,8 % respectivement. Toutefois, 2012 aura été l'année où les grandes tendances de l'économie mondiale auront rattrapé le Québec, qui a connu un faible taux de croissance de 0,9 %, comparativement à 1,7 % pour le Canada. Le ralentissement de la demande intérieure (dépenses des consommateurs et des gouvernements, et investissements) et la dégradation continue du solde du commerce extérieur seraient en cause dans cette évolution (voir le tableau 1)².

Les dépenses des consommateurs, qui constituent la composante du PIB la plus stable et la plus importante, représentaient 59,5 % du PIB en 2012, par rapport

TABLEAU 1
Taux de croissance du PIB et de ses composants, 2009-2012 (en %)

	2009 (année de la récession)	2010-2011 (moyenne annuelle)	2012
PIB	-0,4	2,3	0,9
Dépenses des ménages	0,8	2,9	1,1
Dépenses des gouvernements	5,9	2,2	0,2
Investissements privés	-6,9	4,6	5,0
Investissements publics	10,4	4,0	4,5
Exportations internationales	-10,1	0,2	0,0
Exportations interprovinciales	3,5	5,7	2,2
Importations internationales	-6,2	6,3	1,7
Importations interprovinciales	1,2	4,5	2,5

Source: Institut de la statistique du Québec, *PIB selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2007*.

à 57 % en 2007. L'augmentation de 2012 (1,1 %) est plus faible que la moyenne de 2010-2011 (2,9 %). Cette baisse marquée est en partie attribuable à la morosité de l'économie, au resserrement des règles d'emprunt hypothécaire et à l'endettement historiquement élevé des ménages. La tendance ne devrait pas s'inverser dans un avenir rapproché, notamment avec la hausse attendue des taux d'intérêt. Le taux d'endettement des ménages atteint plus de 160 % du revenu disponible (bien qu'il ait légèrement reculé en 2013), soit davantage que le taux d'endettement record des ménages américains précédant la crise de 2008. Les deux situations ne sont toutefois pas comparables, puisque l'exposition aux risques des banques canadiennes est moins prononcée et leur régulation est plus contraignante.

Enregistrant, eux aussi, un taux d'endettement important, et face à des déficits élevés, les gouvernements fédéral et provincial ont pris le chemin de l'austérité, visant un retour à l'équilibre budgétaire, ce qui semble être de plus en plus improbable à court terme avec la compression de leurs dépenses et la faiblesse de la croissance économique. Conséquemment, les dépenses des gouvernements ont connu, en 2012, une croissance anémique de 0,2 % (malgré la hausse des dépenses en santé), celles-ci représentant 23,9 % du PIB, comparativement à 22,8 % en 2007.

La part des investissements dans le PIB a atteint 22,5 % en 2012, son niveau

le plus élevé depuis 2007 (20,8 %). Tous les types d'investissements ont connu une forte croissance, tant du côté des entreprises que du côté des administrations publiques. La croissance importante des dépenses publiques en infrastructures – lesquelles sont considérées comme des investissements – s'est poursuivie pendant la récession de 2009 (croissance de 10,6 %) et après (4 % en moyenne pour 2010-2011), avec un taux de croissance de 4,5 % en 2012. Après une chute de 6,9 % en 2009 et une croissance de 6,8 % et de 2,3 % en 2010 et 2011, les investissements privés ont connu

Les revenus des 99 % les moins riches stagnent depuis 30 ans.

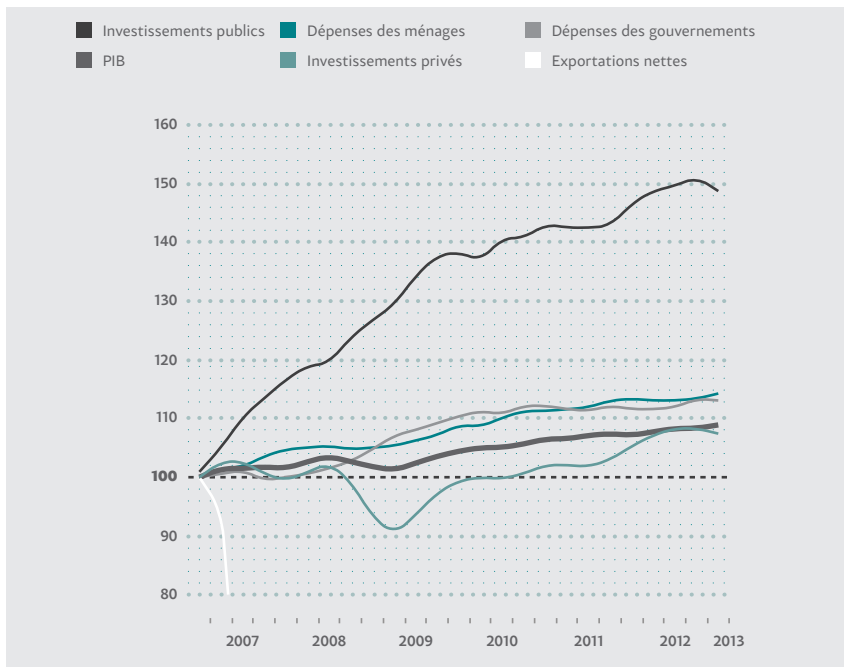
une croissance appréciable de 5 % en 2012 (voir le graphique 1).

Bien que la valeur des importations provenant des autres provinces canadiennes varie à peu près au même rythme que celle des exportations du Québec vers ces provinces, le Québec est graduellement passé d'un solde négatif (1,7 milliard en 2007, en dollars constants) à un solde positif (2,1 milliards en 2012).

La situation est tout autre en ce qui concerne la balance commerciale internationale, qui est passée d'un solde négatif de 7,8 milliards de dollars en 2007 (un montant qui représente 2,5 % du PIB) à 29,4 milliards en 2012

GRAPHIQUE 1

Le PIB du Québec et ses composants, base 100 = 1^{er} trimestre 2007



Source: Institut de la statistique du Québec, PIB selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2007.

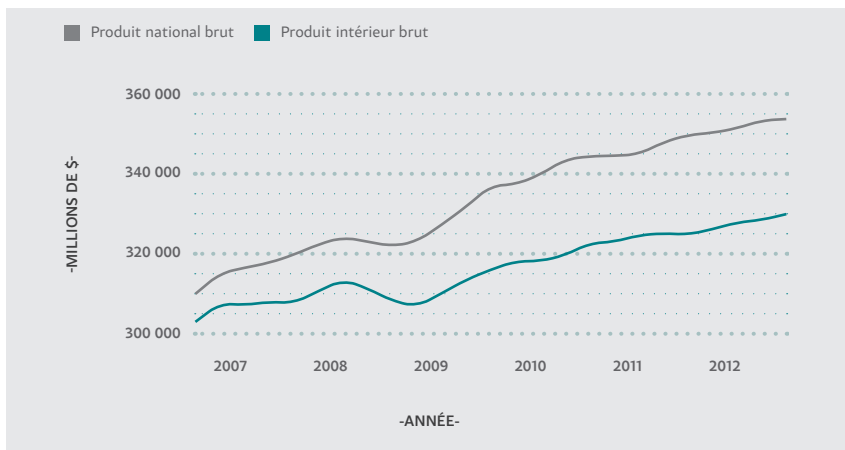
Note: Les exportations nettes ne sont pas visibles sur ce graphique à partir du 3^e trimestre 2007 puisqu'elles ont été négativement augmentées de 258 % du 1^{er} trimestre 2007 au 1^{er} trimestre 2013.

(représentant 9 % du PIB). De loin notre principale importation, le pétrole représente 16 % de l'ensemble de celle-ci et 50,5 % du solde négatif de la balance commerciale. Notre déficit commercial handicape sérieusement notre croissance. Avec un déficit d'une telle ampleur, n'eût été la bonne performance du produit national brut (le PIB sans

les exportations nettes), le Québec pourrait être en récession encore aujourd'hui. Le graphique 2 illustre ce que le PIB représenterait si les exportations étaient égales aux importations, c'est-à-dire si notre balance commerciale était à l'équilibre et si le produit national brut était au même niveau que notre PIB.

GRAPHIQUE 2

Évolution du PIB et du produit national brut (PIB sans exportations nettes), Québec



Source: Institut de la statistique du Québec, PIB selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2007.

Les phénomènes à l'œuvre

Plusieurs phénomènes s'ajoutent à ceux que nous avons décrits plus haut. La plupart des gouvernements dans le monde refusant de jouer leur rôle de « consommateurs de dernier recours », ou étant incapables de le faire à cause de leur taux élevé d'endettement, les banques centrales se sont résolues à maintenir leurs politiques monétaires accommodantes, avec des taux d'intérêt au plancher et des achats massifs d'obligations. Toutefois, puisque les ménages ne peuvent plus soutenir un niveau élevé de consommation (souvent à crédit), comme à l'époque précédant la crise, et puisque les entreprises refusent d'investir leurs réserves historique-

ment élevées de capitaux, les pays risquent de se retrouver dans une « trappe de liquidités ». Dans une telle conjoncture, trop peu d'acteurs économiques utilisent ce crédit bon marché, hormis les spéculateurs boursiers, et

**Notre déficit commercial
handicape sérieusement
notre croissance.**

l'économie entre dans une période de stagnation comme celle que le Japon a connue pendant les années 1990. Si ce scénario se concrétise, le Québec ne pourra échapper au marasme de l'économie mondiale.

La hausse du dollar canadien et la forte concurrence des pays en voie de développement ont fait mal à notre économie en général, et à notre secteur manufacturier en particulier, qui a enregistré une perte de 150 000 emplois entre 2002 et 2012, ce qui représente près du quart des emplois perdus (valeur nette) pendant cette période. Heureusement, le dynamisme du secteur des services a pu compenser, avec une augmentation de près de 500 000 emplois, bien que plusieurs personnes ayant perdu leur travail dans le secteur manufacturier n'aient pu se reconvertir dans le secteur des services³.

Le taux de chômage s'est établi à 7,8 % en 2012, et le taux d'emploi est resté à un niveau historiquement élevé (60 % de la population adulte), soit 66 % pour les hommes et 58 % pour les femmes; 12 % des personnes âgées de 65 ans et plus et 82 % des 25 à 44 ans travaillaient en 2012. La rémunération hebdomadaire moyenne brute (avant les déductions à la source), heures supplémentaires comprises, était de 823 \$, en hausse de 2,5 % par rapport à 2011⁴.

Depuis la crise de 2008, l'emploi a connu une croissance forte dans les secteurs de la construction, de l'édition de logiciels et de jeux vidéo, de l'enseignement, de la santé, de l'assistance sociale, ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques. En revanche, tout comme dans l'industrie manufacturière, l'emploi a notablement reculé dans les secteurs du transport

(aérien et par camion, principalement), de l'agriculture et des services publics (essentiellement Hydro-Québec)⁵.

La polarisation des revenus s'est accentuée en faveur des professions exigeant un diplôme universitaire. Ces emplois ont d'ailleurs augmenté de 41 % de 2001 à 2012, comparativement à 11 % pour les autres professions. Cette tendance est plus marquée depuis la crise économique de 2008, car les emplois nécessitant une formation universitaire sont les seuls à avoir augmenté⁶. Du côté des professions qui exigent le moins de compétences, notons que le travail à temps partiel y est plus important, que les conditions de travail y sont moins bonnes et que la stabilité de l'emploi y est plus précaire⁷.

Plusieurs facteurs seraient à l'œuvre, dont les changements technologiques et les réformes du marché du travail visant à le rendre plus flexible et concurrentiel. Ce sont surtout les travailleurs les mieux qualifiés et déjà les mieux payés qui en profitent, bénéficiant d'une surenchère qui vise à attirer les plus «talentueux». Quant aux bas salariés, ils ont vu leurs conditions se précariser. Les baisses d'impôt successives et les politiques de rationnement des services publics des 15 dernières années ont diminué d'autant la capacité des gouvernements à contrebalancer ces phénomènes, bien que le Québec garde son avance sur les autres provinces avec des taux d'inégalités et de pauvreté moins élevés (revenu après impôts et transferts).

Le Québec n'est toutefois pas épargné par l'accroissement des écarts de revenus. Le coefficient de Gini, qui donne la mesure de l'état des inégalités, a augmenté de 11 % de 1982 à 2011 pour les revenus de marché d'une unité familiale ajustée, alors qu'il a augmenté de 7 % pour les revenus après impôt, les interventions des gouvernements ayant atténué l'accroissement des écarts⁸.

Les individus appartenant au groupe du 1 % le plus riche ont capté 11,6 % de tous les revenus de marché en 2010, comparativement à 7 % en 1982 (de 8 % à 13,3 % au Canada). Pour les revenus après impôt, ils sont passés de 5,2 % à 8,3 % pendant la même période (de 6,3 % à 9,9 % au Canada). Pour illustrer cet écart, un individu compris dans ce groupe avait, en 2010, un revenu de marché moyen de 366 600 \$ (256 700 \$ après impôt), comparativement à un revenu moyen de 28 200 \$ (28 800 \$ après impôt) pour un individu compris dans les 99 % restants⁹. Conclusion : les gains issus de la croissance économique ne sont pas répartis uniformément et la situation a eu tendance à favoriser davantage les mieux nantis, ce qui peut nuire à la croissance économique, à la cohésion sociale, à la santé et à la qualité de vie de la population.

Finalement, notons que le vieillissement progressif de la population active québécoise a été ralenti ces dernières années par le rythme des naissances

(hausse de 22 % entre 2002 et 2012¹⁰) et l'augmentation du solde migratoire (immigrants moins émigrants), qui est passé d'une moyenne de près de 5 000 par année entre 1994 et 1998 à plus de 40 000 entre 2010 et 2012¹¹. Malgré les départs à la retraite des baby-boomers, le vieillissement de la main-d'œuvre va se poursuivre. Entrepreneurs et gouver-

Les bas salariés ont vu leurs conditions se préciser.

nements verront éventuellement leur priorité changer : plutôt que de créer des emplois en nombre toujours plus important, ils s'attacheront à pourvoir ceux qui existent déjà.

Conclusion

Le Québec a su faire mieux que les autres depuis la récession de 2009, mais 2012 a été l'année où les grandes tendances de l'économie mondiale l'ont rattrapé. Il a des atouts importants, notamment une main-d'œuvre qualifiée, un taux d'emploi élevé et une économie diversifiée. Souhaitons qu'il joue bien ses cartes et qu'il évite les pièges dans lesquels trop de pays se sont empêtrés.

L'auteur souhaite remercier en particulier Mario Jodoin et Éric Desrosiers pour leurs conseils.

Notes

1. Statistique Canada, *Les répercussions de nouvelles normes de comptabilité sur les comptes financiers et du patrimoine*, 30 mars 2012. En ligne : www.statcan.gc.ca/pub/13-605-x/2011003/article/11492-fra.htm.
2. Toutes les données relatives aux composantes du PIB proviennent du document *PIB selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2007*, de l'Institut de la statistique du Québec.
3. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM 282-0012.
4. Institut de la statistique du Québec, *Principaux indicateurs économiques, données annuelles (19 années)*, 2013. En ligne : www.stat.gouv.qc.ca/princ_indic/publications/indicat_ANNU.xls.
5. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
6. *Ibid.*
7. Statistique Canada, *Recensement 2006*, différents fichiers.
8. Statistique Canada, *Coefficients de Gini du revenu du marché, total et après impôt des individus, où chaque individu est représenté par le revenu de son ménage ajusté, selon le type de famille économique (ensemble des unités familiales)*, tableau CANSIM 202-0708, 2013. En ligne : www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=2020709&pattern=202-0701..202-0709&p2=31&p1=-1&tabMode=dataTable&retrLang=fra&srchLan=-1&lang=fra.
9. Statistique Canada, *Tendances liées au revenu élevé des déclarants, Canada, provinces et régions métropolitaines de recensement (RMR), seuils régionaux particuliers*, tableau CANSIM 204-0002, 2013. En ligne : www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=eng&retrLang=eng&id=204002&paSer=&pattern=&stByVal=1&p1=-1&p2=31&tabMode=dataTable&csid.
10. Institut de la statistique du Québec, *Naisances et taux de natalité, Québec, 1900-2012*, 2013. En ligne : www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/naisn_deces/naissance/401.htm.
11. Institut de la statistique du Québec, *Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1961-2012*, 2013. En ligne : www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/migr_t_poplt_imigr/601.htm.